

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 23 mars 2026

Fait marquant

**La facture énergétique des entreprises en hausse :
+20% pour l'électricité et +60% pour le gaz en
moyenne sur l'année**

Selon [Cornwall Insight](#), les factures énergétiques des entreprises depuis février ont augmenté de 10% à 30% pour (20% en moyenne), et de 25% à 80% pour le gaz (60% en moyenne). Il s'agit toutefois d'un indice calculé à partir de la moyenne glissante des prix sur les 12 derniers mois. La situation des entreprises est très hétérogène selon le type de contrat (prix fixe ou variable) et l'existence éventuelle de stratégies de couverture.

Energie-climat

**Vestas pourrait ouvrir une nouvelle usine d'éoliennes
en mer en Ecosse, tandis que le projet du chinois
MingYang n'obtient pas le soutien du gouvernement**

L'industriel danois [Vestas](#) pourrait investir plus de 250 M€ pour l'ouverture d'une nouvelle usine de fabrication de nacelles et de rotors d'éoliennes en mer. La décision finale d'investissement est conditionnée aux résultats des appels d'offre 7 et 8 (respectivement clos en janvier 2026 et ouvert à compter de juillet 2026) qui doivent sécuriser la demande pour les produits Vestas sur le marché britannique. L'ouverture de l'usine serait prévue à l'horizon 2029-30.

Vestas étudierait également la possibilité d'attirer d'autres fournisseurs et sous-traitants de la chaîne de valeur sur ce site.

Cette annonce intervient après la décision du gouvernement britannique de ne pas soutenir le projet du fabricant de turbines d'éoliennes chinois [MingYang](#), qui souhaitait lui aussi ouvrir une usine en Ecosse, compte tenu de « risques pour la sécurité nationale » selon un porte-parole du ministère en charge du net zéro (DESNZ).

Le gouvernement publie (enfin) sa nouvelle réglementation thermique des logements neufs

Après plusieurs années d'attente et de reports depuis la fin de la consultation publique en 2023, le gouvernement a publié sa nouvelle réglementation thermique des bâtiments neufs à usage d'habitation, plus communément appelée [Future Homes Standard](#), qui s'appliquera à compter de mars 2028.

Parmi les principales mesures, cette nouvelle réglementation interdit l'installation de chaudières à gaz et impose l'installation de pompes à chaleur ou le raccordement à un réseau de chaleur urbain. Elle prévoit aussi que la vaste majorité des nouveaux bâtiments soient équipés de panneaux solaires.

Ces nouvelles normes devraient permettre aux ménages de réaliser 830 £ d'économies sur leur facture énergétique annuelle en moyenne par rapport à un logement de classe C et de réduire de 75% les émissions de gaz à effet de serre des nouvelles constructions par rapport au dernier standard publié en 2013.

En revanche, le gouvernement a refusé d'imposer l'installation de systèmes de stockage d'énergie et d'interdire les chaudières et poêles à bois.

L'Ecosse publie sa nouvelle stratégie climat

Le gouvernement écossais a publié une nouvelle mise à jour de sa [stratégie de décarbonation](#) pour la période 2026-40. Le plan prévoit plus de 150 mesures pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2045, ainsi que de nouveaux objectifs sectoriels (décarbonation du chauffage dans les bâtiments d'ici 2045, fin de vente des voitures thermiques en 2030, porter le couvert forestier à 21% de la surface du pays d'ici 2032, accroître la restauration des tourbières de 10 % chaque année jusqu'en 2030). Cette stratégie climat s'accompagne

de deux nouveaux documents : une [stratégie pour la protection de l'environnement](#) et une [stratégie pour l'économie circulaire](#).

Environnement

Les « gendarmes de l'environnement » mal équipés pour faire appliquer le droit de l'environnement, selon un rapport parlementaire

Dans son dernier [rapport](#), le *Public Accounts Committee* porte un jugement sévère sur la mise en application du droit de l'environnement, qui ne produit pas des résultats satisfaisants aussi bien en termes de protection de la nature que de soutien à la croissance économique. Les parlementaires jugent que l'Environment Agency et Natural England n'ont encore ni les pouvoirs ni les ressources suffisantes pour lutter contre les atteintes à l'environnement, dans un contexte d'évolution majeure des politiques de protection de la nature. Le DEFRA est en effet engagé dans la mise en œuvre de 149 recommandations émanant de divers rapports indépendants, sans vision d'ensemble selon le rapport. Les parlementaires appellent le DEFRA à publier d'ici 6 mois une stratégie cohérente et une feuille de route, accompagnées de garanties de moyens pour les agences chargés de la mise en œuvre.

Industrie

JLR forcé d'interrompre à nouveau sa production à la suite d'un incendie chez un fournisseur

Jaguar Land Rover (JLR) a annoncé la fermeture temporaire de son usine de Solihull, dans les West Midlands, pour une période d'environ deux semaines, à la suite d'un incendie survenu chez l'un de ses fournisseurs basé en Norvège. Le constructeur, filiale du groupe indien Tata Motors, a indiqué travailler étroitement avec le fournisseur affecté afin de rétablir l'approvisionnement sans délai.

Cette nouvelle perturbation intervient quelques mois après une cyberattaque majeure, ayant entraîné en 2025 l'arrêt complet de la production pendant un mois et occasionné une perte estimée à 260M£. L'incident avait également provoqué un recul de 39% du chiffre d'affaires trimestriel et une perte avant impôts de 310 M£. Les nouvelles difficultés de JLR ont provoqué des inquiétudes parmi les

partenaires de la chaîne d'approvisionnement du groupe, qui compte environ 200 000 employés.

Le gouvernement annonce une enveloppe d'un milliard de livres pour l'électrification des poids lourds et utilitaires

Le gouvernement britannique a annoncé un programme de financement doté d'1Md£ jusqu'en 2030 pour accélérer le passage des entreprises aux camions et fourgonnettes électriques.

Les sociétés pourront économiser jusqu'à 81 000 £ par poids lourd zéro-émission, soit environ 40% du coût d'achat, tandis que la subvention existante allant jusqu'à 5 000 £ pour les utilitaires électriques est maintenue. Un budget supplémentaire de 170M£ est prévu pour aider entreprises et acteurs publics à installer des infrastructures de recharge, avec un versement pouvant atteindre 1M£ par site.

Le gouvernement a insisté sur le lien entre cette mesure et les enjeux de sécurité énergétique, dans un contexte de hausse des prix des carburants depuis le début du conflit au Moyen-Orient. Elle participe également à l'obligation légale d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Les ventes de fourgonnettes électriques ont progressé de 34% sur les deux premiers mois de 2026, pour atteindre une part de marché de 12%, encore loin de l'objectif de 24% fixé par le *Zero Emission Vehicle Mandate* qui impose aux constructeurs un certain pourcentage de ventes véhicules propres sous peine d'amendes. Ce mandat prévoit que la part des utilitaires électriques atteigne 70% d'ici 2030, tandis que les camions de moins de 26 tonnes devront être décarbonés d'ici 2035 et ceux de plus de 26 tonnes d'ici 2040. La part des camions électriques n'était que de 1,4% en 2025.

100M£ de financement public pour la réouverture de l'usine de CO2 d'Ensus

Peter Kyle, secrétaire d'État britannique aux entreprises et au commerce, a approuvé le 25 mars un plan de 100 M£ pour rouvrir (pour trois mois minimum) l'usine Ensus, mise à l'arrêt, qui produit du dioxyde de carbone (CO₂) comme sous-produit de la fabrication de bioéthanol. Cette décision a été motivée par la crainte que les

industries britanniques ne soient confrontées à des pénuries de CO₂, un gaz essentiel notamment pour les boissons gazeuses et l'emballage alimentaire. L'usine Ensus avait été mise sous cocon en septembre 2025 après que l'accord commercial R-U/USA, négocié par Sir Keir Starmer avec le président Donald Trump, ait réduit les droits de douane sur les importations américaines de bioéthanol.

Le gouvernement annonce un nouveau plan de soutien aux PME

Le gouvernement a annoncé le 24 mars le lancement d'un plan de soutien aux PME (« *Backing your business* » Plan). Cette stratégie compte plusieurs mesures phares.

Elle cherchera en premier lieu à lutter contre les retards de paiement avec l'introduction « *de la législation la plus significative depuis 25 ans pour renforcer le cadre juridique contre les retards de paiement, le plus strict du G7* ». En pratique, un plafond de 60 jours sera fixé pour les délais de paiement imposés par les grandes entreprises à leurs fournisseurs plus petits, et le versement d'intérêts obligatoires en cas de retard de paiement sera introduit, avec l'obligation pour tous les contrats commerciaux d'inclure un taux d'intérêt légal fixé à 8 % au-dessus du taux de base de la Banque d'Angleterre. Les pouvoirs du commissaire aux petites entreprises pour enquêter sur les mauvaises pratiques de paiement et infliger des amendes seront également renforcés.

Par ailleurs, un Service de Croissance des Entreprises (*Business Growth Service*) sera créé et l'accès aux outils de conseil et de soutien sera simplifié grâce à une plateforme numérique unifiée ([Business.gov.uk](https://business.gov.uk)). Enfin, un soutien financier de 4Md£ pour les PME est prévu, sans grande clarté sur la cible ou les modalités de ce financement.

Transport

Le déploiement à venir des taxis autonomes à Londres suscite l'inquiétude des transporteurs privés

Le directeur général de la société Addison Lee, Liam Griffin, a appelé à l'instauration d'un prix minimum pour les services de robotaxis à Londres afin de protéger chauffeurs et opérateurs existants des pratiques de « prédation tarifaire » qui seraient pratiquées par Waymo et Tesla. Il estime que ces acteurs disposant de ressources financières importantes pourraient proposer des tarifs nettement inférieurs afin « d'évincer » les compagnies de taxis privés et VTC déjà en place.

Liam Griffin appelle le régulateur à limiter, dans un premier temps, le nombre d'autorisations délivrées pour les robotaxis et à surveiller les politiques tarifaires, éventuellement en fixant un prix plancher. Il a rappelé que les taxis londoniens (« black cabs ») sont déjà soumis à une tarification réglementée, avec un prix minimum par course.

Londres doit devenir un marché clé pour les grandes entreprises de véhicules autonomes, notamment Waymo, Baidu et Tesla. HSBC anticipe que le déploiement des robotaxis pourrait réduire le prix des courses de 20% par rapport aux services avec conducteur.

Le gouvernement appelle HS2 à réduire le coût du projet

La ministre des Transports Heidi Alexander a demandé à la direction de HS2 d'étudier de nouvelles mesures de réduction des coûts, notamment l'abaissement de la vitesse maximale des trains.

Le PDG de HS2, Mark Wild, devait initialement présenter fin mars un « reset » du projet, actant un achèvement après 2037 et un budget dépassant 100 Md£, mais la ministre des transports Heidi Alexander lui a demandé de reporter ces annonces à mai afin d'examiner toutes les options permettant d'économiser du temps et de l'argent pour le contribuable.

Les trains HS2 sont actuellement conçus pour rouler jusqu'à 360 km/h (avec une exploitation prévue autour de 330 km/h), ce qui en ferait l'une des lignes les plus rapides au monde, mais cette spécification implique des coûts de construction très élevés et la

nécessité de pistes d'essai spécifiques, éventuellement à l'étranger. Selon le gouvernement, réduire la vitesse cible à environ 320 km/h permettrait d'économiser potentiellement plusieurs milliards de livres et de gagner plusieurs années sur le calendrier de mise en service. L'entreprise HS2 cherche actuellement à renégocier certains contrats de génie civil passés avec Balfour Beatty, Vinci et Strabag.

Initialement conçu comme une ligne en Y reliant Londres à Birmingham puis à Leeds et Manchester, HS2 est désormais réduit à un tronçon entre Birmingham et la gare d'Euston à Londres, après l'abandon des branches nord.

Le South Yorkshire présente un ambitieux plan d'investissement dans les transports de 1,5Md£ sur 5 ans

Le maire du South Yorkshire, Oliver Coppard, a présenté un important plan de transport représentant 1,5Md£ d'investissement. Baptisé « People's Network », ce réseau sera exploité en régie et intégrera l'extension d'une flotte importante de bus électriques (350M£ d'investissement), et l'acquisition de 25 nouveaux tramways sur cinq ans (630 M£ d'investissement). Les bus seront franchisés et repris en main par l'autorité combinée dès l'année prochaine dans la continuité du retour du Supertram dans le giron public en 2024. Le projet s'inscrit dans la lignée du Bee Network du Grand Manchester et du Weaver Network en West Yorkshire, et accompagne la réouverture prévue en 2028 de l'aéroport Doncaster Sheffield, qui bénéficiera d'un soutien spécifique et à terme de meilleures connexions tram/train.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr